

REQUÊTE

à fin de prorogation de l'extension du champ d'application de la

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DE LA FERBLANTERIE, DE LA COUVERTURE, DE L'INSTALLATION SANITAIRE, DU CHAUFFAGE, DE LA CLIMATISATION ET DE LA VENTILATION DANS LE CANTON DE VAUD

ainsi que de ses

AVENANTS DU 1^{er} JANVIER 2021, DU 1^{er} JANVIER 2022, DU 1^{er} JANVIER 2023 ET DU 1^{er} JANVIER 2024

et à fin d'extension du champ d'application de son

AVENANT DU 1^{er} JANVIER 2025

(Loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail; art. 62 de la loi cantonale du 5 juillet 2005 sur l'emploi).

Les associations contractantes soit, d'une part, la Fédération vaudoise des maîtres ferblantiers, appareilleurs et couvreurs (FVMFAC) et l'Association vaudoise des installateurs de chauffage et ventilation (AVCV), ainsi que, d'autre part, le Syndicat UNIA, demandent à l'autorité cantonale que l'extension du champ d'application de la convention collective de travail de la ferblanterie, de la couverture, de l'installation sanitaire, du chauffage, de la climatisation et de la ventilation dans le Canton de Vaud, ainsi que de ses avenants du 1^{er} janvier 2021, du 1^{er} janvier 2022, du 1^{er} janvier 2023 et du 1^{er} janvier 2024, soit prorogée avec effet jusqu'au 31 décembre 2026.

Elles demandent également que le champ d'application des clauses de l'avenant du 1^{er} janvier 2025, reproduites en annexe et qui modifient la convention collective de travail susmentionnée, soit étendu pour la même durée aux employeurs, ainsi qu'aux travailleurs et travailleuses de la branche non lié-e-s par cette convention.

Les arrêtés d'extension du champ d'application de la convention collective de travail susmentionnée, de modification de cette dernière ainsi que de prorogation et de remise en vigueur de l'extension de son champ d'application ont été publiés dans les Feuilles des avis officiels du Canton de Vaud N°65 du 14 août 2020, N°21 du 12 mars 2021, N°28 du 8 avril 2022, N°30 du 14 avril 2023 et N°50 du 21 juin 2024.

1. La décision d'extension s'appliquera, sur tout le territoire du Canton de Vaud, aux rapports de travail entre:

- d'une part, tous les employeurs qui vouent leur activité principale:
 - au travail du chauffage, de la climatisation, de la ventilation, de la ferblanterie, de la couverture et de l'installation sanitaire,
 - au travail de pose de systèmes anti-incendies (sprinklers), contrôle de compteurs d'eau et service de dépannage chauffage et sanitaire, à l'exclusion des employeurs vouant leur activité principale au travail de pose et entretien de citernes, installation et réglage de brûleurs,
 - à la pose des divers éléments d'installations solaires thermiques et/ou photovoltaïques et
 - à la pose de plafonds actifs;
- d'autre part, tous les travailleuses et travailleurs d'exploitation occupé-e-s par ces employeurs, quel que soit leur mode de rémunération, à l'exception des cadres supérieur-e-s.

2. Les dispositions étendues de la convention et de ses avenants relatives aux conditions minimales de travail et de salaire, au sens de l'article 2 alinéa 1 de la loi fédérale sur les travailleurs détachés (LDét; RS 823.20) et des articles 1 et 2 de son ordonnance (Odét; RS 823.201), sont également applicables aux employeurs ayant leur siège en Suisse, mais à l'extérieur du Canton de Vaud, ainsi qu'à leurs employé-e-s, pour autant qu'elles ou ils exécutent un travail dans le Canton de Vaud. La commission paritaire de la convention est compétente pour effectuer le contrôle de ces dispositions étendues.

La décision d'extension ne s'appliquera pas aux dispositions imprimées en italique, parce qu'elles sont déjà obligatoires en vertu de prescriptions légales ou parce qu'elles ne concernent que les membres des associations signataires.

Toute opposition à cette requête doit être motivée et adressée en trois exemplaires au Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine (DEIEP), Direction générale de l'emploi et du marché du travail (DGEM), rue Caroline 11, 1014 Lausanne, dans les 15 jours à dater de la présente publication.

La cheffe du Département de l'économie,
de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine
Isabelle Moret

Lausanne, le 19 février 2025

AVENANT N° 5 du 1^{er} JANVIER 2025

entre

LA FEDERATION VAUDOISE DES MAITRES FERBLANTIERS,
APPAREILLEURS ET COUVREURS (FVMFAC)

et

L'ASSOCIATION VAUDOISE DES INSTALLATEURS DE CHAUFFAGE
ET VENTILATION (AVCV)

d'une part

et

LE SYNDICAT UNIA

d'autre part.

Les parties à la convention collective de travail de la ferblanterie, de la couverture, de l'installation sanitaire, du chauffage, de la climatisation et de la ventilation dans le canton de Vaud du 1^{er} janvier 2018 et prorogée jusqu'au 31 décembre 2025, conviennent de modifier celle-ci comme suit:

Article 41 - Salaires

- Inchangé.
- Inchangé.
- Inchangé.
- Inchangé.
- Inchangé.
- Adaptation des salaires à l'augmentation du coût de la vie :
 - Inchangé.*
 - Inchangé.*
 - Inchangé.*
 - Inchangé.*
 - Dès le 1^{er} janvier 2025, les salaires effectifs horaires et mensuels sont augmentés:
 - de CHF 0.30 par heure ou CHF 53.00 par mois pour les travailleurs des classes listées à l'alinéa 2 ci-avant;
 - de CHF 0.10 par heure et par travailleur ou CHF 17.00 par mois et par travailleur, multiplié par le total des travailleurs occupés au 31.12.2024, ce montant devant être réparti entre les travailleurs concernés selon les prestations fournies (attribution au mérite).L'employeur peut déroger aux augmentations mentionnées à la let. a) et b) de cet article si le travailleur a été engagé après le 30 septembre 2024.

Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Berne et Lausanne, le 20 janvier 2025